

Interview de K. Rakovsky

La Conférence de Gênes et le prolétariat

Source: «L'Humanité», 2 juin 1922, p. 2-4. Notes MIA.

Rome, mai 1922. Les Russes sont venus à Gênes ^[1] sans illusions. Ils en partent sans concessions. Mais, à l'issue de ces travaux, avant que d'autres ne les retiennent, ils ont dressé le bilan, dressé le réquisitoire. Une conférence meurt, une autre va naître. Après les discours défunts, d'autres oraisons s'élaborent. Les Russes, qui seuls apportaient Gênes un programme positif, restent seuls à ne pas se leurrer, s'étourdir de harangues. Ils ont accepté La Haye ^[2], parce que l'Europe est en danger. Mais ils avertissent le prolétariat européen du péril qu'il encourt. Ils lui découvrent l'embuscade capitaliste.

Rakovsky, dont on ne sait pas le magistral effort accompli au sein de la délégation soviétiste, s'est chargé, sur ma demande, de le marquer. Je suis venu lui demander une interview. Il n'a pas hésité quand je lui ai brièvement exposé le sujet. Le « professeur de communisme », dont la presse internationale n'a pas encore fini de s'ébahir, s'est prêté, plus d'une heure, au supplice de l'interrogatoire. À la vérité, c'est lui qui le dirigeait.

Rakovsky est un homme que l'on croit bien connaître du premier jour parce qu'il met une coquetterie quasi-féminine à se laisser deviner. On n'échappe pas à sa séduction, qui est souveraine. On n'échappe pas non plus à l'orgueil de se croire, après une demi-heure de conversation, hissé à son niveau. Plus on apprend à l'apprécier, cependant, plus on pénètre dans son intimité, et plus on aime s'effacer devant cette intelligence supérieure, lumineuse même. Autant il est simple, délicieusement simple, dans le privé, autant, homme public, il mérite l'affectueuse admiration dont il sait peut-être que nous l'entourons.

Pour cette interview à laquelle d'autres, comme moi, attacheront de l'importance, je n'ai rien fait que d'écouter. Mes questions posées, c'est la pensée toute vive de notre ami que j'ai transcrite ici. Cela a duré une heure, un soir, j'éprouve le regret que cela n'ait pas plus duré.

Au terme de cette conférence, ai-je dit tout d'abord, on ne sait pas encore bien quel but les promoteurs honnêtes de Gênes s'étaient proposé et ce que le prolétariat pouvait en espérer.

Le but de la conférence de Gênes

La réponse n'a pas été moins directe ;

[1] La « Conférence économique et financière internationale » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922 à l'instigation du Premier Ministre anglais David Lloyd George. Sa convocation avait été officiellement adoptée par le Conseil Suprême Allié réuni à Cannes le 6 janvier 1922. La conférence de Gênes a rassemblé les représentants d'une trentaine de nations dont, pour la première fois à une conférence internationale de haut niveau, une délégation soviétique, avec à sa tête Georges Tchitchérine, Commissaire du peuple aux Affaires étrangères. La conférence était destinée à résoudre les questions de la reconstruction économique et du système commercial et financier international mis à mal par la Première guerre mondiale. Les puissances impérialistes voulurent en vain imposer à la Russie soviétique le paiement de toutes les dettes tsaristes et le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers. La délégation soviétique repoussa ces prétentions et proposa le désarmement général et l'annulation de toutes les dettes de guerre. En marge de cette conférence, elle signa avec l'Allemagne le fameux « Traité de Rapallo ».

[2] L'examen final des questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence de Gênes avait été renvoyé à une « conférence des experts » qui s'est réunie à La Haye en juin-juillet 1922, mais qui n'aboutit, elle non plus, à aucun résultat.

— Si l'on considère la conférence de Gênes, m'a déclaré Rakovsky, d'après les causes qui l'ont provoquée, elle apparaît comme une tentative de résoudre, ou du moins d'atténuer ces contradictions inhérentes à la société capitaliste, et qui, à la suite de la guerre, ont pris une acuité inconnue jusqu'alors : la crise industrielle et commerciale, le chômage, les fluctuations du change, la cherté de la vie, etc. Il était naturel que l'initiative de cette conférence partit de l'Angleterre, pays le plus industriel de l'Europe, pays où la crise est la plus aiguë. Ce n'est pas sans raison que les économistes anglais considèrent la crise sévissant actuellement comme la plus grave depuis un siècle. Ils la comparent à la crise qui suivit les guerres révolutionnaires de 1790 à 1815 et qui a duré jusqu'en 1822.

Un gros échec

Mais précisément, sous ce rapport, à quel résultat aboutit la conférence de Gênes ?

— À un gros échec, m'a répondu très nettement Rakovsky.

Il a continué, avec une certaine amertume dans la voix :

— Il faut le dire. On n'a pas même abordé le problème dans son ensemble. Les solutions que chacun entrevoyait ne pouvaient être réalisées qu'aux dépens du voisin. Les États capitalistes se sont montrés absolument incapables de coordonner leurs efforts en vue d'une œuvre de construction. Jamais l'antagonisme de ces États ne s'est affirmé d'une manière aussi évidente qu'à Gênes. Le front unique se faisait seulement contre la classe ouvrière et contre la Russie des Soviets.

Le président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine s'est attaqué ensuite à ce que M. Lloyd George ^[3], dans ses déclarations, se permit d'appeler « *l'œuvre heureuse de Gênes* ».

— Le but concret que la conférence s'est posé, c'était de redonner à la vie économique de l'Europe, actuellement paralysée, sa vitalité, en aidant à la reconstruction économique de l'Europe centrale et orientale.

La conférence des lieux communs

Que fallait-il faire pour cela ?

— Les États riches devaient aider les États pauvres. Mais on s'est contenté d'exprimer des vœux et de présenter des résolutions que l'on peut trouver dans n'importe lequel des manuels d'économie politique.

« Ce n'était vraiment pas la peine de venir à Gênes pour apprendre que tant que le bilan commercial d'un pays n'est pas rétabli, sa monnaie, fatalement, doit baisser ou tant qu'il n'existe pas d'équilibre entre les dépenses et les recettes, l'émission fiduciaire est l'unique moyen de combler le déficit ou encore cet autre lieu commun qui traîne dans tous les manuels, que du développement des forces productives dépend le bien-être économique.

« Mais une mesure réelle pour l'organisation d'un crédit dans les pays riches au profit des pays pauvres, pour une répartition plus juste des moyens d'échange et des matières premières, vous ne le trouverez pas dans les résolutions de Gênes. » Le réquisitoire est devenu plus serré, plus implacable.

— Les pays industriellement développés, a précisé notre ami, proposaient aux pays industriellement faibles le libre échange, tandis que ceux-ci opposaient, de leur côté, le protectionnisme. N'est-ce point la meilleure preuve que le capitalisme est incapable de percevoir même l'existence d'un intérêt

[3] Lloyd George, David (1863-1945), dirigeant du Parti libéral britannique et Premier ministre de Grande-Bretagne (1916-1922), un des artisans du Traité de paix de Versailles (1919). D'abord partisan d'une intervention armée contre la révolution russe, puis de négociations et d'échanges commerciaux en vue de la neutraliser.

commun auquel devraient être soumis les intérêts particuliers ?

Avec une imperceptible pointe d'ironie, Rakovsky conclut, à ce propos :

— En société capitaliste, avec ses égoïsmes de classe circonscrits par des frontières nationales une pareille idée est une utopie.

L'impuissance capitaliste

On n'a jamais dissimulé sa pensée à la délégation russe. Rakovsky a tenu à la développer toute entière, en polémiste ardent. Revenant sur ce qu'il venait immédiatement de dire, il s'est exclamé :

— Sous ce rapport, la conférence de Gênes est une nouvelle preuve que le capitalisme est impuissant à remédier aux maux engendrés par lui. Et quand les idéologues du capitalisme nous jettent, à nous, en Russie, le reproche de n'avoir pas supprimé les maux hérités du régime capitaliste, nous pouvons retourner l'argument et dire « Mais qu'avez-vous fait, vous, capitalistes qui jouissez depuis quatre ans de la paix, vous qui possédez les richesses du monde et des marchandises, vous qui reprochez à la Russie soviétiste de n'avoir pas pu, pendant quatre ans, nettoyer les écuries d'Augias du capitalisme ? Pendant quatre ans, dont une année et demie (à peine) s'est passée dans une paix relative, il nous a fallu, le reste du temps, songer exclusivement à la défense du pays.

L'avortement de la Conférence a été total. Écoutez Rakovsky :

— Non seulement on n'a pas trouvé de solutions radicales, mais les États capitalistes venus à Gênes n'ont pas pu même appliquer ces palliatifs à effet limité qui, sans supprimer les antagonismes, auraient pu diminuer leur acuité.

Le désarmement

Nous allons en venir à la question essentielle du désarmement, dont seule, la délégation russe ne cessa de réclamer, du début à la fin de la Conférence, la réalisation.

— Le monde se débat au milieu d'un néo-militarisme, dont nous autres, en Russie, subissons aussi les conséquences. Nous sommes forcés, même nous, État essentiellement antimilitariste, d'en subir le contre-coup. Car ce sont les États capitalistes qui nous obligent à tenir sur le pied de guerre un million et demi d'ouvriers et paysans dont la force et l'intelligence auraient pu être mieux employées.

« La prétendue « dernière des guerres » qui, en supprimant le militarisme prussien devait apporter la « paix par le droit » a créé un état pire que celui préexistant.

« Je ne me rappelle plus quel statisticien énumérait une dizaine de causes permanentes de guerre au lieu des deux ou trois existant avant-guerre. En effet, nous avons maintenant des questions d'Orient et des « *Homme Malade* »^[4] partout.

« Chacun des nombreux traités de paix auxquels quelques villes françaises ont prêté leur nom est autant de mines flottantes sur quoi peut se heurter le pauvre navire qui porte la paix de l'Europe. »

La paix boiteuse et la non-agression à la petite semaine

La paix de l'Europe, Rakovsky l'a caractérisée en quelques mots :

— La paix de l'Europe ? Il suffit de rappeler les cris de protestation qu'a soulevés, de la part de

[4] L'expression désignait l'Empire Ottoman dont la décadence avait entraîné de multiples crises diplomatiques et militaires avant la Première guerre mondiale.

certaines puissances, notre proposition de désarmement. Mais cette paix pour le maintien de laquelle on a besoin de tenir équipées des armées plus fortes qu'avant-guerre, cette paix n'est qu'une paix boiteuse.

Le pacte de non-agression a été jugé de main de maître :

— La Conférence de Gênes a montré qu'il y a certains États qui se rendent compte du déséquilibre actuel. Mais, là encore, ils se sont montrés impuissants à le remplacer, à changer quoi que ce soit.

« M. Lloyd George était venu à Gênes dans l'intention de faire signer ici un pacte général de non-agression. En lui-même ce pacte aurait signifié, tout en reconnaissant que le statu quo territorial est injuste, qu'il fallait s'entendre pour ne pas le troubler pendant un certain laps de temps. Après quoi, on aurait pu recommencer à s'entre-tuer.

« Mais M. Lloyd George n'a pas seulement pu réaliser cette idée de guerre à échéance fixe. On s'est limité à faire le petit pacte de non-agression entre les États bourgeois d'un côté et la Russie soviétiste et ses alliés actuels de l'autre, c'est-à-dire entre les États bourgeois et les États ouvriers. Mais, entre les États bourgeois eux-mêmes, M. Lloyd George a été incapable de créer un pacte de non-agression.

« Je souligne ce fait : les capitalistes étaient moins en état de s'entendre entre eux qu'avec nous. C'est un hommage involontaire rendu au pacifisme de la Russie des Soviets. »

La réaction domine

L'honorable M. Lloyd George et son pacte de non-agression rendus à eux-mêmes, nous avons abordé plus directement encore le problème. La réaction politique et sociale sévit sur le monde. Qu'a donc fait, là encore, la Conférence ?

— Au cours des travaux de Gênes, a répliqué Rakovsky, l'état politique du monde ne pouvait pas ne pas avoir sa répercussion. Cet état est caractérisé par une profonde réaction sociale. La guerre ne pouvait que fortifier la classe qui l'a provoquée. Les élections de France et d'Angleterre qui ont suivi cette guerre ont amené des majorités réactionnaires.

« L'état transitoire dans lequel se trouve actuellement le prolétariat, qui ne s'est pas encore repris, qui reste en partie encore sous l'influence des opportunistes de la IIe Internationale et de la IIe et demie ^[5], permet, à la bourgeoisie toutes les audaces.

« Immédiatement après la guerre, la bourgeoisie n'avait pas l'assurance qu'elle possède actuellement. Elle craignait, à ce moment, les mouvements spontanés de masses. Elle ne savait pas encore ce que diraient et feraient les millions de poilus qui rentraient, frissonnants de colère, dans leurs foyers. La bourgeoisie a cherché à désarmer ce mécontentement par des dispositions comme celle incluse dans le traité de Versailles prévoyant une législation protectrice du travail. »

Mais, à Gênes ?

— Depuis l'armistice, la bourgeoisie a consolidé sa situation. Elle a pu montrer à la Conférence de Gênes son ultra-réactionnarisme, en ce qui concerne la législation du travail.

« Vous connaissez le sort de la résolution bien inoffensive que le Bureau International du Travail (le

[5] Son nom officiel était « Union internationale des partis socialistes » ; il s'agissait du regroupement des partis et des groupes socialistes centristes qui avaient été contraints, sous la pression des masses à rompre avec la IIe Internationale et sa faillite historique lors du déclenchement de la Première guerre mondiale. Cette Internationale, appelée « deux et demie » en raison de sa position intermédiaire entre les IIe et IIIe Internationales, fut fondée à Vienne en février 1921, mais deux ans plus tard, en 1923, elle fusionna avec la IIe Internationale pour former l'Internationale socialiste ouvrière.

B.I.T.), cet enfant de la bourgeoisie qui le renie, avait fait présenter dans les commissions. Washington avait accepté cette résolution bénigne, Gênes, s'est montrée plus conservatrice que Washington.

Le front unique et l'action ouvrière

J'ai interrogé :

— Contre cette réaction politique et sociale, la IIIe Internationale a lancé le mot d'ordre de front unique prolétarien. Pour nombre d'entre nous, le front unique apparaît comme le meilleur moyen de défense. Son efficacité, m'a dit Rakovsky, ne se fait pas encore sentir, parce que les partis opportunistes n'ont admis ce front unique qu'à contre-cœur. Ils se rendent compte que la consolidation, du front unique ne peut se faire que par une recrudescence de la lutte de classes révolutionnaire. Les chefs craignent d'être pris dans cet engrenage et de se voir rejetés. L'évolution du front unique va séparer les classes ouvrières de leurs leaders opportunistes.

Nous avons parlé, et bien parlé, de la Conférence et du prolétariat. Maintenant, sans lassitude, avec, au contraire, une énergie nouvelle, notre camarade va examiner, du point de vue de la Russie, les effets de Gênes, les perspectives de La Haye :

La Russie dans un guet-apens

— Peut-être, subjectivement, certains hommes d'État ont-ils sincèrement songé à aboutir à un accord avec la Russie soviétiste et en voyaient-ils la possibilité dans la Conférence de Gênes, qui, il est vrai, raccourcit les distances. Mais, par la force même des événements, la Conférence devait jouer le rôle d'un guet-apens dans lequel on a attiré la Russie soviétiste, en nourrissant l'espoir de lui faire accepter par la persuasion ce qu'on n'a pas pu lui imposer par la force des armes.

« On a oublié la fameuse condition de Cannes ^[6] qui interdisait de chercher à dicter à la Russie une autre forme de propriété et un autre un organisme politique que ceux qu'elle a librement choisis. Vous connaissiez, bien sûr, la célèbre clause 7 du mémorandum allié du 2 mai ? ^[7] »

— Si je la connais !

— Fort bien. Elle cherchait, par un ensemble de moyens, à forcer la Russie soviétiste à renoncer aux nationalisations. Car on a cru que la famine obligerait le gouvernement des Soviets à renoncer au système social sur lequel la Russie est actuellement basée. Dans ces conditions, évidemment, l'accord ne pouvait être atteint.

Un accord est-il possible ?

— Mais croyez-vous possible un accord ?

— Je considérerai la chose au point de vue théorique et pratique.

« Certes, il y a incompatibilité entre l'organisation sociale de la Russie et celle du reste du monde. On peut dire, avec certitude « Ceci tuera cela. » Mais dans combien de temps ? Voilà toute la question.

[6] Du 6 au 13 janvier 1922 à Cannes, le Conseil suprême des alliés de l'Entente tint une séance qui décida de convoquer la « conférence économique et financière internationale » de Gênes. Afin de permettre une participation soviétique, le § 1 des résolutions de Cannes stipulait que « *Nul État ne peut s'adjuger le droit d'imposer à un autre État ses principes sur lesquels ce dernier doit régler son système de propriété, de vie économique intérieure et d'administration publique. Chaque nation est libre de choisir le système qu'elle préfère dans ce domaine.* ».

[7] Cette clause stipulait notamment que « *le Gouvernement soviétique russe reconnaît (...) son obligation de restituer, de restaurer ou, à défaut, d'indemniser tous les intérêts étrangers pour les pertes ou les dommages qui leur auront été causés du fait de la confiscation ou de la séquestration de la propriété.* » (Ministère des Affaires étrangères. Documents diplomatiques. *Conférence économique internationale de Gênes, 9 avril – 19 mai 1922.* Paris, Imprimerie nationale, 1922, p. 121.)

« En 1848, Victor Hugo disait « *L'Europe sera Cosaque ou républicaine* ». Il voulait signifier par là que s'il n'y avait pas de révolution en Russie, les tentatives républicaines en Occident étaient condamnées à échouer.

« N'en déplaise à votre presse, qui ne veut pas que l'on fasse d'analogie entre la Russie actuelle et la Révolution française, je me servirai encore d'une analogie entre la situation actuelle et la Révolution française.

« La situation internationale de la Russie d'aujourd'hui rappelle la France à l'époque de la Révolution (et, sous ce mot, je comprends aussi bien l'Empire, qui n'était qu'une phase ultérieure dans le développement de la Révolution française, quand l'élément de la campagne a prédominé sur celui de la ville).

« Napoléon Ier, que la littérature historique anglaise présente faussement comme un homme qui songeait exclusivement aux conquêtes, était infiniment plus pacifiste que les chefs des gouvernements de l'Europe actuelle.

« Actuellement, on peut considérer ceci comme une vérité acquise ; il voulait la paix. On le forçait à faire la guerre, parce que les autres États ne pouvaient pas permettre l'existence d'une monarchie qui était la négation du féodalisme et de l'aristocratie terrienne. »

On ne peut plus faire la guerre à la Russie

Je laisse, bien sagement, continuer notre ami :

— La même chose se serait répétée, actuellement, si la vie économique n'était pas infiniment plus complexe que celle d'il y a un siècle. On ne peut plus faire, aujourd'hui, la guerre pendant un quart de siècle. Le monde capitaliste peut encore moins vivre sans la Russie que le monde féodal sans la France. Le blocus et l'intervention ont autant désorganisé la vie en Russie que dans les pays qui les ont provoqués.

Quoi qu'ils fassent, c'est bien d'ailleurs l'idée qui domine dans cet exposé captivant de Rakovsky, les États bourgeois sont liés par une étroite solidarité économique avec la Russie révolutionnaire. Ainsi :

— L'interdépendance économique entre les pays est aujourd'hui infiniment plus grande qu'il y a un siècle. C'est pourquoi nous sommes certains que, tôt ou tard, on trouvera un terrain pratique de cohabitation et de collaboration.

« Les richesses immenses de la Russie sont une pomme de discorde, et l'État qui, pour des considérations sociales, négligerait de prendre des concessions en Russie s'exposerait à faire le jeu de ses voisins moins scrupuleux au point de vue des préjugés de classe. »

L'Armée rouge est là

« Un autre fait avec lequel les puissances doivent compter, c'est l'armée rouge, qui ne permettra pas que la Russie soit partagée en sphères d'influence, comme ce fut le cas avec la Chine ou l'ancienne Turquie. »

— Votre conclusion, sur ce point ?

— La voici, très claire. Ensemble ou séparément, les États capitalistes, doivent chercher à rétablir leurs rapports diplomatiques et économiques avec la Russie des Soviets. Un *modus vivendi* doit être et sera trouvé.

« Dans quel sens évolueront plus tard ces rapports, entre la Russie et les États bourgeois, dans combien d'années le mot de Victor Hugo trouvera son application ? C'est, la question de l'avenir. Sa solution ne dépend ni de la bonne ou mauvaise volonté de telle ou telle puissance vis-à-vis de la Russie, mais de la lutte de classe qui se déroule dans chaque pays. »

Le Bloc des États bourgeois s'effrite

— Mais le Bloc des États bourgeois se présentera, à nouveau, contre vous, à La Haye.

— Il s'est effrité à Gênes, pour les raisons que j'ai dites. Il sera dissous à La Haye, ou après La Haye. Les États bourgeois eux-mêmes se sont souciés de réserver leur liberté d'action en cas d'échec de La Haye.

Une question, à mon avis capitale, restait à poser. Tous les communistes français l'auraient, comme moi-même, présentée : l'attitude de la Russie soviétiste vis-à-vis de la France blanche, de la France réactionnaire.

Sur ce point encore, les déclarations de notre ami ont été claires et satisfaisantes :

— J'examinerai volontiers, m'a-t-il dit, nos rapports avec la France, au point de vue russe, qui est le point de vue des intérêts du prolétariat, et au point de vue français et international.

« Un rapprochement avec la France est de l'intérêt de la Russie soviétiste. Nous l'avons déclaré maintes fois et nous le déclarons aujourd'hui encore.

« Notre œuvre d'organisation de la production sociale ne peut se faire que si nous jouissons de la paix. Donc, nous nous refuserions toujours d'entrer dans des combinaisons qui peuvent fortifier le parti militaire français, ennemi de la Russie, ennemi de la classe ouvrière française.

« Nous désirons nous rapprocher de la France, parce que cela signifie une détente européenne, et une consolidation de la paix. Donc, notre rapprochement avec la France est aussi de l'intérêt général. »

La France devra changer de politique

Gravement, Rakovsky a poursuivi :

— Nous sommes conscients de cette vérité, et nous y restons fermement attachés, malgré l'obstination du gouvernement français à vouloir nous traiter en ennemis. D'ailleurs, nous dirons tant pis pour ce gouvernement-là car, tôt ou tard, le peuple français s'apercevra que cette politique ne lui convient pas. En effet, une politique française qui chercherait à consolider la stabilité internationale de la France, à assurer, la paix pour qu'elle puisse, au moins, récupérer ce que la guerre lui a coûté, ne peut pas être conçue sans rapprochement avec la Russie.

« Disons-le franchement, la politique internationale de la France est actuellement bâtie sur le sable. Elle cherche un appui dans la Petite Entente ^[8] pour conserver sa propre hégémonie en Europe.

« Mais ne serait-ce, pas recommencer l'histoire de l'aveugle et du paralytique ? Car, au fond, si l'on examine la situation des États constituant la Petite Entente, ils sont eux-mêmes dans une situation politique et économique précaire.

« Pas un de ces États ne peut dire qu'il jouit de la confiance unanime de sa population. Ces États, par leurs composition, sont de véritables mosaïques. Ils se maintiennent non pas par le consentement libre

[8] Alliance diplomatique et militaire conclue durant l'entre-deux-guerres sous les auspices de la France entre la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie.

de leurs sujets, mais par la force des armes. Ici, à Gênes, plus d'une fois, même, tel ou tel délégué a pu contester le droit de la Pologne, de la Roumanie, de la Serbie à telle ou telle partie de son territoire. »

La pauvre Petite-Entente

Et Rakovsky questionne :

— Est-ce que la France sera prête à soutenir par les armes la domination sur tant de races étrangères, que les traités ont placées sous la tutelle de la Petite Entente ? Est-ce que ces États eux-mêmes ne sont pas persuadés que le peuple français ne consentira pas à verser son sang pour assurer leur domination ?

« C'est pourquoi leur politique, à Gênes, a été très prudente. Quand la France et la Belgique refusèrent de signer le mémorandum, la Petite Entente ne les a pas suivies. Elle sait que son avenir dépendra peut-être bien plus de ses rapports avec d'autres puissances. »

— Et si l'on se place du point de vue français ?

— La France ne peut pas ne pas se rendre compte de cette instabilité. La politique étrangère française sera nécessairement soumise à une révision complète, même par rapport à l'Allemagne, le jour où l'on voudra faire non pas une politique de sentiment et de ressentiment, mais une politique basée sur la réalité.

« D'une façon comme d'une autre, seul le rapprochement franco-russe pourra éviter les conflits aigus en cherchant donner au problème une solution pacifique. »

La Haye ? Les États-Unis ?

— Qu'est-ce que vous êtes disposés à faire à La Haye ?

— Notre programme est connu, et l'étendue de nos concessions dépend de l'étendue de l'aide matérielle qu'on sera disposé à nous accorder.

Avant de clore cette interview, je parle encore à Rakovsky de l'intervention éventuelle des États-Unis :

— Si les États-Unis adoptent envers nous, dit-il, la politique suivie par la Belgique et la France, à Gênes, leur participation ne faciliterait pas l'accord. Si, au contraire, ils se mettent sur le terrain de commerçants pratiques qui se désintéressent des idées sociales des contractants avec qui ils veulent faire des affaires, s'ils apportent là leur espèce d'esprit « business-man », leur participation contribuera à donner aux pourparlers de La Haye un caractère éminemment pratique.

Nous en avons fini. Et je ne sais rien en ajouter à tout ce qui précède, et dont, aux portes de La Haye, le prolétariat de France, saura se souvenir.

Rakovsky, l'un des plus grands hommes de la Révolution russe, a, par ces lignes, dicté leur devoir à ceux qui feront, en France, la Révolution.

Bernard LECACHE